

Services Vétérinaires Santé, Protection Animale et  
Environnement  
Cité administrative Jean Montalat  
BP.314  
19011 Tulle

Tulle, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Pension de nos amis poilus**

4 LE PONT BARRAT  
19200 Saint-Frejoux

Références : DDETSPP19202600820  
Code AIOT : 0003103985

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement Pension de nos amis poilus implanté 4 Le Pont Barrat 19200 SAINT-FREJOUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à une inspection réalisée en janvier 2024, qui faisait état de non-conformités réglementaires. À la suite de celle-ci le site a cessé son activité.  
La réouverture cette année de la pension a provoqué celle nouvelle visite.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Pension de nos amis poilus
- 4 LE PONT BARRAT 19200 Saint-Frejoux
- Code AIOT : 0003103985
- Régime : Déclaration

La pension de nos amis poilus exerce une activité de pension canine exclusivement.

Le site est en mesure d'accueillir au maximum 35 chiens, prescription édictée par le service d'inspection.

Néanmoins des propos de l'exploitant lors de la visite, celui-ci envisage de réduire l'activité à 8 chiens en pension pour le moment, soit la moitié de la capacité d'accueil en individuel, mais maintient son volume déclaré au besoin.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.6.	Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier	7 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.3.	Demande d'action corrective	15 jours
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.7.	Demande d'action corrective	15 jours
4	Lutte contre les insectes et les rongeurs	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.8.	Demande d'action corrective	15 jours
5	Modes de traitement	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Système d'assainissement individuel	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 8.4.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de cette visite, mettent en exergue des non-conformités réglementaire déjà relevées en 2024, mais qui n'avaient pas été suivies, suite à la cessation de l'activité de pension.

Néanmoins l'exploitant est pleinement conscient de ses obligations et doit dans des délais courts régulariser sa situation.

Aussi un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure va être proposé et transmis en annexe du rapport pour réalisation de la phase contradictoire.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Changement d'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 1.6.
<b>Thème(s) :</b> Identification de la demande, /
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</i>
<b>Constats :</b>  Le site a changé d'exploitant depuis sa déclaration initiale réalisée le 31 août 2017.

<p>La visite du 25 janvier 2024 prescrivait la régularisation administrative de l'installation par la déclaration au titre des ICPE sous 7 jours. Cette démarche n'a pas été entreprise suite à l'arrêt de l'activité de pension.</p> <p>Il s'avère qu'aujourd'hui l'activité de pension a repris, et cela nécessite la régularisation administrative de l'installation.</p> <p><b>L'exploitant dispose donc de 7 jours à compter de la réception du rapport pour effectuer les démarches de dépôt d'un dossier de changement d'exploitant ICPE.</b></p> <p>En l'absence de régularisation, une mise en demeure sera prise à l'encontre de l'exploitant, dont le projet est joint en annexe du rapport, pour la réalisation de la phase contradictoire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Les installations techniques (gaz, chauffage, fioul) sont réalisées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les vannes de barrage (gaz, fioul, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite de ce jour a mis en exergue l'absence d'un moyen de lutte interne contre l'incendie.</p> <p><b>L'exploitant doit sous 15 jours mettre en place un moyen d'extinction dans le lieu le plus approprié et accessible (local accueil ou local logistique)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 3 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.7.
<b>Thème(s) :</b> Autre, /
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du</i></p>

bâtiment principal, des consignes précises indiquant notamment :- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement.

**Constats :**

Aucune consigne d'exploitation n'est affichée.

**Cette non-conformité est récurrente par rapport à la visite de janvier 2024, ainsi l'exploitant doit sous 15 jours mettre en place une signalétique à l'entrée de son site conformément aux prescriptions visées ci-dessus.**

En l'absence de mise en conformité, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé, le projet est joint en annexe de ce rapport pour réalisation de la phase contradictoire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 4 : Lutte contre les insectes et les rongeurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 4.8.

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire, et doit pouvoir en justifier devant l'inspection (factures ou plan de lutte contre les insectes et les rongeurs ou registre des traitements).*

**Constats :**

Lors de la visite, aucun moyen de lutte contre les nuisibles n'est mis en place, l'exploitant précise qu'il gère en autonome les nuisibles.

**L'exploitant doit sous 15 jours présenter le justificatif d'achat d'un moyen de lutte contre les nuisibles ou un plan de gestion des nuisibles mis en place par une entreprise certifiée dans le domaine, ainsi que le plan de répartition des appâts ou pièges.**

Cette non-conformité était déjà constatée en janvier 2024, de ce fait en l'absence de mise en conformité, une mise en demeure sera prise à l'encontre de l'exploitant, le projet d'arrêté est joint en annexe au rapport pour réalisation de la phase contradictoire.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Modes de traitement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.4.1.

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

*Les effluents (solides et liquides) de l'installation sont traités :- soit dans un système d'assainissement*

individuel (du type fosse septique étanche, fosse à tranchée filtrante...) dans les conditions prévues au 5.4.2, sans préjudice des dispositions de la réglementation en vigueur concernant ces systèmes et notamment des dispositions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 et dans le respect des recommandations du service public d'assainissement non collectif ;- soit sur un site spécialisé (centre d'enfouissement, centre de compostage...) dans les conditions prévues au 5.4.3 ;- soit dans une station d'épuration propre à l'installation, dans les conditions prévues au 5.4.4 ;- soit par épandage sur des terres agricoles, conformément aux dispositions du 5.7 ;- soit par tout autre moyen équivalent autorisé par le préfet. Le déversement, direct ou après traitement, des effluents dans le réseau public est soumis à autorisation de déversement, conformément à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. En zone d'excédent structurel, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action, pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, sont applicables à l'installation. Les eaux peu chargées peuvent être traitées selon les procédés autorisés par la réglementation relative aux programmes d'action pris en application du décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001.

**Constats :**

**Les effluents liquides sont collectés par un réseau d'assainissement individuel, dont la volumétrie doit être transmise sous 15 jours à l'inspection des installations classées.**

Les effluents solides sont collectés et compostés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 6 : Système d'assainissement individuel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 5.4.2.

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

*Les capacités techniques du système d'assainissement sont, qualitativement et quantitativement, compatibles avec l'ensemble des effluents reçus. Les données techniques concernant le système d'assainissement sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.*

**Constats :**

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les éléments relatifs au système d'assainissement mis en place, à savoir le volume et les plans sous 15 jours. (Cf. NC n°5)**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 7 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 08/12/2006, article I > 8.4.

**Thème(s) :** Autre, /

**Prescription contrôlée :**

*La mesure des émissions sonores est effectuée, notamment à la demande du préfet, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, si l'installation fait l'objet de plaintes relatives aux bruits. Les mesures sont effectuées, dans la mesure du possible, par un organisme ou une personne qualifiée, agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.*

**Constats :**

Les constatations effectuées le jour de la visite, avec un volume de 4 chiens en pension et 6 chiens en propriété, démontrent l'absence de nuisances sonores significatives.

Des aboiements ont été perçus à l'arrivée des inspecteurs mais ont cessé rapidement.

Il est à noter par ailleurs qu'il est difficile d'imputer la totalité des nuisances sonores pouvant être perçues à la pension, car les habitations voisines du site détiennent en majorité des chiens également et que de ce fait il ne peut être garanti que les aboiements susceptibles d'entraîner des nuisances sont issus uniquement de la pension.

Cette conformité et le résultat d'un constat effectué le 14 avril 2026 de 10 heures à 11 heures, et ne préjuge aucunement des situations antérieures ou futures.

À ce stade rien ne justifie de prescrire la réalisation d'une étude acoustique.

**Type de suites proposées :** Sans suite